

# Alain Régnier, de la politique publique à l'action sociale

Président depuis un an de Soliha, l'association Solidaires pour l'habitat, Alain Régnier poursuit son engagement sous une nouvelle forme. Haut fonctionnaire durant toute sa vie professionnelle, il met sa connaissance des arcanes de l'État au service du secteur associatif.

Entre son dernier poste, son départ en retraite et son engagement associatif bénévole, il n'y aura pas eu de temps de mort. Nommé le 2 février 2024 à la présidence de l'association Soliha, qui œuvre à « favoriser l'accès et le maintien dans l'habitat des personnes défavorisées, fragiles ou vulnérables », Alain Régnier était encore en poste jusqu'au 30 septembre dernier. Il était missionné par le président Emmanuel Macron à la tête de la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, créée en janvier 2018. « Je suis parti juste à temps », estime celui qui a vécu tout au long de sa carrière les changements de gouvernements et les alternances politiques. « Ces derniers mois, suite notamment à la dissolution de l'Assemblée natio-

**« La continuité des politiques publiques a été mise à mal dans des proportions sans précédent dans ma carrière. »**

nale, la continuité des politiques publiques a été mise à mal dans des proportions sans précédent dans ma carrière. Je suis heureux aujourd'hui de poursuivre mon engagement dans un cadre moins contraint par la politique. » C'est donc heureux, et peut-être même soulagé, qu'il se lance dans cette nouvelle aventure associative, renouant avec son implication dans la vie de la cité, débutée très jeune. Dès 1983, alors âgé de 24 ans, il est en effet repéré par la classe politique de sa ville de Toul, petite ville lorraine de 16000 habitants, grâce à son engagement associatif. Il faut dire que le jeune homme avait déjà créé deux associations, autour de ses passions pour le patrimoine historique et la musique classique. Guide conférencier à la cathédrale de Toul, organisateur

d'un festival d'orgue, élu municipal... Il jongle alors entre les casquettes et fait des allers-retours chaque semaine entre ses études à Nancy, puis Strasbourg, et ses engagements dans sa ville natale, se frayant un chemin dans des univers auxquels rien ne le prédestinait. Fils d'un père commercial et d'une mère au foyer, son enfance est marquée par le décès très jeune de son frère et par le divorce de ses parents alors qu'il avait 11 ans. « Ce n'était pas une situation simple pour un enfant de vivre dans une famille aux parents séparés, avec une relation paternelle compliquée et une mère sans revenus, se rappelle-t-il. Mais j'ai eu la chance d'étudier dans un bon lycée public, où il y avait une vraie mixité et où je n'ai jamais ressenti de différence de classe sociale. » L'adolescent s'intéresse au monde du vivant et se projette chercheur en biologie. « Je me suis donc lancé dans des études de sciences, en DEA de génétique moléculaire, raconte celui qui est le premier de sa famille à faire des études supérieures. Mais ce rêve de jeune adulte est vite percuté par mon engagement dans la vie locale, associative et politique. »

## Intérêt général

Cette envie de se mettre au service de l'intérêt général et surtout de l'humain lui fait faire un virage à 180 degrés. Car entre le rêve de la recherche et la réalité du terrain, il se rend compte qu'il n'est pas fait pour un métier où il sera seul derrière sa paillasse de laboratoire ! Sous l'œil incrédule de sa mère, il se réoriente donc, à la faveur de rencontres au cours de son service militaire. « Ce sont mes discussions avec des étudiants en droit, me conseillant de préparer les concours de la fonction publique, qui m'incitent à me lancer. » Admissible à l'ENA, il se heurte à une forme de discrimination sociale : n'obtenant qu'un 4 en anglais, faute d'avoir eu les moyens de faire des séjours linguistiques, il est recalé. « C'est l'un des seuls écueils dans mon parcours de méritocra-

tie républicaine ! Mais c'est aussi ce parcours qui m'a justement donné envie d'être dans la transmission et dans l'apport de diversité dans la création des politiques publiques... On y a collectivement peu réussi : les personnes blanches et parisiennes restent largement majoritaires dans la haute fonction publique. » Pour autant, Alain Régnier tâche durant toutes sa carrière de mettre ses compétences au service du bien commun et d'une idée inclusive du service public.

### Inclusion et impact social

Son intérêt pour ces sujets prend certainement une partie de son ancrage dans ses origines sociales, mais aussi dans son orientation sexuelle. Homosexuel, alors que la dépénalisation de 1982 est toute récente, le haut fonctionnaire est contraint de garder sa vie privée secrète pendant une partie de sa carrière. Personnage public, il décrit des épisodes compliqués où vie privée secrète et vie professionnelle exposée ne font pas bon ménage. De l'enquête des services de renseignement lors de son entrée dans le corps préfectoral à la Manif pour tous ou à la boîte de préservatifs roses trônant sur son bureau après son mariage en 2013... « Il y a eu des moments très violents », reconnaît-il.

Pour autant, sa carrière l'épanouit. « Tous mes choix sont orientés par ce qui m'intéresse : l'humain et la capacité de mettre en œuvre de nouvelles politiques publiques ayant un impact concret. » Il travaille en 2005 avec Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Il devient ensuite conseiller en charge de la cohésion sociale du premier ministre Dominique de Villepin. « C'était une période folle, mais passionnante. J'étais sur le pont jour et nuit à Matignon, sous adrénaline. C'est épuisant, mais si on a des choses à proposer, cela peut entraîner des décisions politiques qui peuvent vraiment changer la vie des gens... » Il pilote ainsi la création de la garantie Visale et le projet



de loi Droit au logement opposable (DALO), adopté en 2007. Désormais parfaitement identifié pour ses idées et ses compétences sur les questions de cohésion sociale et de logement, il traverse les alternances politiques. De 2008 à 2014, il pilote la création de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), continuant à transformer la politique publique du logement. Placardisé à l'arrivée à Matignon de l'ancien ministre de l'Intérieur Manuel Valls, auquel il s'était opposé sur la question des destructions de bidonvilles, le passage à vide est difficile à encaisser. De nouveau sollicité, c'est lui qui propose l'idée du Logement d'abord à Emmanuel Macron, lors de son discours à la Fondation pour le Logement des Défavorisés (ex Fondation Abbé Pierre) en 2017, contribuant ainsi à donner un nouvel élan à cette

**« Ce parcours m'a donné envie d'être dans la transmission et dans l'apport de diversité dans la création des politiques publiques... »**

politique territorialisée et transversale lancée depuis 2010, mais encore peu portée politiquement.

### Projets d'envergure

Aujourd'hui, c'est de l'autre côté de la barrière qu'il poursuit son travail. À Soliha, l'infatigable nouveau président travaille déjà à un nouveau plan et à la mise en place d'un laboratoire de l'innovation pour analyser les évolutions de la société. « Fragilisées par le fonctionnement par appels à projet qui freine la création et l'innovation, beaucoup d'associations ont besoin de renouveau, d'où la refondation de notre stratégie au sein de Soliha ! » Parions que ce faiseur, habitué du montage de projets d'envergure, imprimera sa patte durablement dans cette structure de la solidarité. ●

**Juliette Cottin**

**15 février 1959**

Alain Régnier naît à Toul, en Meurthe-et-Moselle.

**1<sup>er</sup> juillet 1993**

Il devient sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville dans le Val-d'Oise.

**2 février 2024**

Il est élu à la présidence de Soliha.